

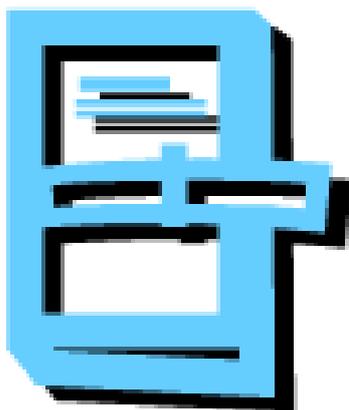
<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article58>



Le secrétariat départemental du SNES de Côte-d'Or

Grand débat ou faux débat ?

- SNES académique de Dijon - Départements - Côte-d'Or - Dossiers S2-21 - Système scolaire -



Publication date: mardi 2 décembre 2003

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés



Pour un vrai débat

Pendant le débat, les travaux de démolition continuent.

Le gouvernement a déjà frappé fort :

- 90 000 personnels techniciens, ouvriers, de service sont transférés aux régions, malgré une opposition fortement exprimée au printemps dernier.
- un budget qui prévoit la suppression de 4000 postes d'enseignants dans les collèges et les lycées, de plus de 1 000 postes d'administratifs et de 10 000 personnels d'éducation.

Il entend continuer pendant qu'il amuse la galerie avec un simulacre de débat, dont le seul but est de faire cautionner de nouvelles régressions. Ainsi il avoue réfléchir aux missions que l'Education Nationale pourrait sous-traiter. Cette annonce en Comité Technique Paritaire Ministériel le 27 octobre a provoqué la sortie de tous les syndicats.

La suite du programme est clairement affichée.

Les fiches du ministère développant les thèmes du débat, à coup de "ne faudrait-il pas...?" indiquent clairement l'orientation que le gouvernement veut prendre : on évoquera pêle-mêle

- la bivalence des professeurs de collège,
- l'annualisation du service des enseignants,
- la remise en cause du système des remplacements,
- le développement de l'apprentissage dans des structures hors éducation nationale qui sont autant de laboratoires de la déréglementation en matière d'offre éducative,
- l'exclusion précoce de certains élèves de nos établissements,
- l'instauration de la concurrence entre ces derniers,
- l'abandon de la carte scolaire aux collectivités territoriales, ouvrant la porte aux pratiques clientélistes les plus éhontées,
- la sous-traitance de l'évaluation à des organismes privés, etc...

Attention, si ces volontés ne sont pas nouvelles, certaines d'entre elles n'ont peut-être jamais été aussi près d'aboutir si on n'y met pas le holà !

Leur modernité : la précarité généralisée

- Quelles perspectives réjouissantes pour les jeunes chercheurs que la transformation de 550 postes stables en contractuels ! Quelle ignorance d'un métier où les personnes se forment sur une dizaine d'année !
- On étrangle aussi le recrutement d'enseignants dans le second degré, et on comblera les manques par un recours massif à des précaires qui ne sont même plus contractuels, mais vacataires !

– Même des personnels titulaires pourraient voir leur situation rendue précaire ; ainsi les TZR, menacés par l'annualisation de leur temps de travail, l'extension des zones de remplacement, et l'obligation d'enseigner deux disciplines.

A notre place, en toute indépendance

Pourtant, s'il n'est nullement contestable que l'on doive aujourd'hui fortement réfléchir sur le système éducatif dans son ensemble et le SNES est prêt à apporter sa contribution, qui peut croire sincèrement que ce gouvernement n'a que d'honnêtes intentions et cherchera à répondre aux besoins sociaux dans l'éducation ?

Pas nous.

Nous faisons en sorte que soient portées à la connaissance du plus grand nombre nos propositions, y compris, dans des établissements où les collègues le jugent utile, lors des demi-journées de débat. Nous prendrons avec la FSU des initiatives pour que les vraies questions sur l'école soient réellement débattues.